

Anthropologie et Sociétés



Mario BLASER, Harvey FEIT et Glenn MCRAE (dir.), *In the Way of Development. Indigenous Peoples, Life Projects and Globalization*. Londres et New York, Zed Books, 2004, 362 p., réf., index.

Annick Thomassin

Volume 31, numéro 3, 2007

Du foetus au chamane : parenté, genre et médiations religieuses
From Foetus to Shaman : Kinship, Gender and Religious Mediations
Del fetó al chamán : parentesco, género y mediaciones religiosas

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/018396ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/018396ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thomassin, A. (2007). Compte rendu de [Mario BLASER, Harvey FEIT et Glenn MCRAE (dir.), *In the Way of Development. Indigenous Peoples, Life Projects and Globalization*. Londres et New York, Zed Books, 2004, 362 p., réf., index.] *Anthropologie et Sociétés*, 31(3), 246–248. <https://doi.org/10.7202/018396ar>

L'ouvrage souffre de plusieurs écueils : le concept de violence structurelle aux contours flous est difficile à mobiliser pour une analyse minutieuse des inégalités sociales dans leur spécificité. D'autre part, la teneur moraliste voire prophétique des propos de Paul Farmer vise plus à stimuler les élans de compassion d'un large public invité à œuvrer pour soulager les souffrances des pauvres que la réflexion et l'analyse. Les éditeurs ne s'y sont pas trompés en illustrant l'ouvrage de photographies rappelant celles des appels aux dons humanitaires : en couverture et pleine page un cadrage serré sur deux visages d'enfants noirs de quartiers pauvres et en quatrième de couverture, Paul Farmer, tout sourire, avec un jeune haïtien soigné de la tuberculose. Cette interférence, entre le rôle du médecin humanitaire et celui de l'anthropologue, nous interroge sur le sens de la démarche scientifique : un raisonnement soutenant une bonne cause est-il pour autant nécessairement scientifiquement juste? L'exactitude d'une analyse s'évalue-t-elle à sa capacité de légitimer, produire ou renforcer les élans du cœur, aussi pragmatiques soient-ils, envers les plus défavorisés?

Fabrice Fernandez
 Institut de Sciences Sociales Raymond-Ledrut
 Laboratoire CIRUS-CERS, Toulouse, France

Mario BLASER, Harvey FEIT et Glenn McRAE (dir.), *In the Way of Development. Indigenous Peoples, Life Projects and Globalization*. Londres et New York, Zed Books, 2004, 362 p., réf., index.

Dans le cadre d'un entretien accordé à la chercheuse mohawk Dawn Martin-Hill (chapitre 18), Lillian Whitehead (groupe des Cris lubicon, Alberta) déclarait : « We have been silent too long. Now we will be heard and we will make them hear us! ». Ce collectif que nous ont présenté Blaser, Feit et McRae en 2004 constitue à la fois en une prise de parole et une analyse de cette position qui est partagée par de nombreuses populations autochtones à travers le monde.

D'entrée de jeu, *In the Way of Development* est une publication non conventionnelle en ce sens qu'elle met en relation des auteurs qui appartiennent à des univers qui se côtoient régulièrement, mais dont les voix et les écrits sont rarement mis en commun. Elle rassemble des chercheurs, principalement issus du domaine de l'anthropologie, des chefs et des politiciens autochtones ainsi que des militants intéressés par la cause des droits humains, des droits de l'environnement et des droits autochtones. Cette plurivocalité donne ainsi accès à des points de vue *emic* et *etic* au sujet des enjeux du développement soutenu entre autres par les États et avec lesquels les communautés autochtones doivent composer quotidiennement.

Les cas exposés dans ce volume nous parviennent principalement des Amériques (Canada, États-Unis, Mexique, Chili et Paraguay) à l'exception des chapitres de Rethmann (chapitre 15), qui s'attarde à des groupes militants du Tchoukotka, et de Parajuli (chapitre 14) qui s'intéresse au concept d'« ethnicité écologique » au Mexique mais aussi en Inde. Cette variété d'exemples présente les similitudes qui existent quant à l'expérience du développement vécue par des communautés autochtones vivant dans des contextes nationaux divers. Elle illustre le sentiment d'injustice partagé par ces communautés et leur désir de (ré)affirmer et de renforcer leur statut d'actrices de leur propre avenir. Se posant comme une critique du développement et des institutions qui le soutiennent, ces différentes figures de cas rendent compte des conséquences sociales et environnementales associées à cette réalité. Les auteurs de ce

collectif illustrent également la variété de stratégies mises en œuvre par les groupes autochtones, notamment la création d'alliances entre ces groupes et autres groupes d'intérêt (ONG, environnementalistes, etc.) ou par le biais d'ententes avec l'industrie et les gouvernements nationaux. Ces alliances se forment tantôt en vue de s'opposer et de résister à des projets de développement qu'ils jugent irrespectueux ou dommageables pour leur environnement tant naturel que social (McRae, chapitre 7; Gedicks et Grossman, chapitre 11; Johnston et Garcia-Downing, chapitre 13), tantôt afin d'accroître leur pouvoir de décision et le partage des bénéfices encourus et d'inscrire leur propre vision du monde dans l'élaboration d'autres projets (Craik chapitre 10).

Ce collectif souligne la valeur des projets de vie élaborés et proposés par les groupes autochtones comme alternative aux projets de développement (Blaser, chapitre 2 et 4). À travers cette critique du développement, les représentants des Premières nations réclament une participation au sein des structures de gouvernance qui touchent les questions autochtones, voire de transformer et de diriger les institutions qui encadrent les projets de développement concernant leurs territoires et leurs ressources (Barras, chapitre 3). Cette demande répond à une exigence d'équité quant au partage des bénéfices découlant de l'utilisation de leurs territoires, mais également d'une exigence que les projets qui les concernent directement soient construits en fonction de leur mode d'être au monde et de la relation qu'ils entretiennent avec leurs territoires (Come, chapitre 9). Inscrits dans un contexte de globalisation accéléré, ils demandent par ailleurs à participer aux processus de décisions conduisant à l'élaboration des ententes internationales qui définissent les contours des projets de développement et d'exploitation des ressources naturelles.

Parallèlement, certains auteurs autochtones qui ont participé à ce collectif font état de leur exaspération en ce qui a trait à l'attitude paternaliste affichée par les différents gouvernements, institutions de développement et organismes non gouvernementaux (Barras, chapitre 3). Les réflexions qui nous sont offertes par les auteurs de cet ouvrage s'inscrivent donc dans la poursuite de projets de décolonisation de leur territoire, de leur pensée, de leurs savoirs, et même de leur vie. Ces actions dirigées vers l'obtention d'une plus grande autonomie et orientées vers la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination se déroulent néanmoins dans un esprit d'ouverture quant à une possible coexistence entre leurs projets de vie et ceux proposés par les Euro-Américains (McGregor chapitre 5). Mais comme le souligne Longboat (chapitre 20), cet appel à la coexistence ne peut se faire qu'à partir d'une réelle volonté de compréhension mutuelle. Le chapitre de Scott (17) souligne et critique par ailleurs l'existence de contre-discours politiques reposant sur une compréhension obtuse des concepts de race et de civilisation qui tente d'invalider les revendications des Premières nations en les qualifiant entre autres de racistes. De telles positions constituent autant d'obstacles à la construction de cette compréhension mutuelle ainsi qu'à la réalisation des aspirations autochtones en matière de développement, de revendications territoriales et de reconnaissance de leur droit à l'autodétermination.

En guise de conclusion, nous sommes d'avis que ce collectif constitue une excellente entrée en matière pour quiconque s'intéresse aux questions autochtones, aux rapports que ceux-ci entretiennent avec les États ainsi qu'aux questions liées au développement. Ce volume offre également des pistes de réflexion intéressantes pour comprendre la nature de la relation qu'entretiennent les populations autochtones avec leur territoire (Feit, chapitre 6), pour penser le concept d'autochtonie et remettre en question les interconnexions qui existent entre les

savoirs écologiques traditionnels, les savoirs scientifiques et les institutions gouvernementales (McGregor, chapitre 5).

*Annick Thomassin
Département d'anthropologie
Université McGill, Montréal, Canada*

Corinne GENDRON, *Pratiques et politiques sociales et économiques*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2006, 276 p., bibliogr., réf.

Dans cet ouvrage, issu d'une thèse soutenue en 2001, Corinne Gendron expose le lien qui pourrait exister entre capitalisme et développement durable. Dans une première partie, elle s'attache à une approche théorique, dans la seconde à une présentation des résultats d'une enquête menée au sein d'entreprises.

Le ton est donné d'entrée : « Depuis ses débuts, la pensée économique dominante nourrit une approche instrumentale de la nature [...] » (p. 12), et, continue-t-elle : « L'économie s'est ainsi constituée comme sphère autonome non seulement par rapport au social et au politique, mais aussi par rapport à l'environnement qu'elle a démembré en "ressources naturelles" et dont elle a pu ignorer les principes et la dynamique de régulation » (p. 12). S'ensuit alors une critique argumentée de la théorie néoclassique suivie d'une analyse tout aussi rigoureuse des diverses approches économiques de la question environnementale, égratignant au passage l'économie écologique qui « fait l'impasse sur les déterminants sociaux de l'activité économique et sur la médiatisation sociale des problèmes environnementaux » (p. 49). Mais le projet de l'auteure n'est bien sûr pas de polémiquer sur tel ou tel aspect des théories, mais bien de dresser « une théorie socioéconomique inédite de la problématique environnementale permettant de saisir les dynamiques de transformation induite par la crise écologique » (p. 4).

Cette théorie inédite, Corinne Gendron va l'adosser à la théorie de la régulation. Occupant tout un long chapitre, l'auteure s'attarde à expliquer la théorie de la régulation dans ses moindres détails et à analyser son rapport à la problématique environnementale. Recourant à l'école québécoise de la régulation (Bélanger, Lévesque), dans laquelle l'auteure situe son approche, elle souhaite « mettre au jour la transformation ou l'émergence de nouveaux rapports sociaux induits par la problématique environnementale et envisager le type de compromis institutionnel susceptible de se former » (p. 93), avec une redéfinition des rapports Humain-Nature et d'un modèle de développement inédit.

C'est enfin par un détour du côté des théories de l'action sociale, et principalement des travaux d'Alain Touraine, signataire de la préface de l'ouvrage, et de Sklair que Corinne Gendron termine son tour d'horizon théorique. Elle entend montrer ainsi que l'environnement est devenu un « champ au sens tourainien du terme » (p. 146), enjeu de luttes autour duquel l'ensemble des acteurs sociaux prennent position avec, par exemple, l'émergence d'un compromis dans la société postindustrielle sur la question de l'adhésion au principe du développement durable.

Commence alors la seconde partie de l'ouvrage présentant les résultats d'une étude menée auprès de l'élite économique et débouchant sur l'esquisse d'un nouveau modèle de société. On ne pourra que regretter l'impasse totale faite sur les modalités de l'étude, le